



## FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE Union Fédérale des Médecins, Ingénieurs, Cadres et Techniciens

### Collectif Médecins

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### PAS DE RETOUR AU MONDE D'AVANT À L'HÔPITAL !

La mobilisation du personnel hospitalier a permis une adaptation en un temps record de l'organisation des hôpitaux pour éviter une catastrophe. Mais cela s'est fait dans la douleur, car nous manquions déjà de lits et de matériel avant la crise. En effet depuis 15 ans, chaque hiver, chaque été, chaque long week-end, nous manquons de lits, notamment de lits de réanimation. Et ce ne sont pas les fameux *beds managers*, en français « gestionnaires de lits » mis en place par la ministre Bachelot, qui nous permettent de trouver les lits qui n'existent plus car ils ont été fermés. Pour mémoire, 100 000 lits ont disparu en 20 ans dans les hôpitaux en France.

Nous avons donc ouvert des lits de réanimation supplémentaires, souvent dans des conditions précaires au sein des salles de réveil et des blocs opératoires. Cela a permis de ne pas être en situation de rupture complète au pic de l'épidémie, mais il faut bien constater que les conditions de travail et d'accueil des patients n'étaient pas optimales.

Pour accueillir les patients moins graves, il n'a pas été possible d'ouvrir des lits supplémentaires par manque de moyens en personnel et ce sont les services de soins classiques qui ont été transformés en unités COVID +. Par ailleurs, des services ont été carrément fermés par manque de soignants car entre les sous-effectifs préexistants et les malades, il n'était pas possible d'être mobilisé sur deux fronts en même temps. Il a donc fallu annuler les hospitalisations, les examens et les rendez-vous de nombreux patients, ce qui risque de ne pas être sans conséquences sur leur état de santé.

Aujourd'hui, la pression diminue et l'activité « normale » redémarre. Mais visiblement, les directions hospitalières souhaitent fermer la parenthèse de la crise en reprenant leurs vieilles habitudes. Elles poursuivent les plans de restructuration et de retour à l'équilibre financier validés dans le cadre des restrictions budgétaires imposées par la Loi de financement de la sécurité sociale votée par le parlement en novembre dernier, sur proposition du rapporteur de l'époque, Olivier Véran, devenu depuis ministre de la santé.

Nous constatons donc dans de très nombreux établissements qu'il est prévu de ne pas rouvrir certains services ou de diminuer le nombre de lits dans certaines unités. L'exemple de ce qui se passe à l'hôpital psychiatrique du Vinatier à Lyon est emblématique de ces décisions. Le personnel ne l'accepte pas et a commencé à se mobiliser.

Nous demandons l'arrêt et non la suspension de tous ces plans qui détruisent l'hôpital public. Il ne suffit pas de nous honorer du titre de « héros ». Il ne suffit pas de nous verser une prime pour solde de tout compte. Il ne suffit pas de suspendre un directeur général d'ARS pour des propos « malheureux ». Nous exigeons des décisions concrètes qui répondent aux revendications posées par les hospitaliers depuis un an : l'arrêt des suppressions de lits et leurs réouvertures autant que de besoin, des effectifs supplémentaires et des augmentations de salaires. Pour faire aboutir ces revendications, nous sommes conscients de la nécessité d'un profond mouvement social, nous militerons pour qu'il se produise.

Montreuil, le 27 avril 2020.

Tél : 01.55.82.87.49  
E-Mail :  
sg@sante.cgt.fr

Case 538  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex